

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 6 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **La folie des grandeurs !!**
- 2) **Dans le collimateur de Montebourg**
- 3) **Pour lui la gauche n'a...**
- 4) **La primaire de gauche**
- 5) **Il progresse...**
- 6) **Il cartonne sur YouTube**
- 7) **Un vrai choix se profile à gauche...**

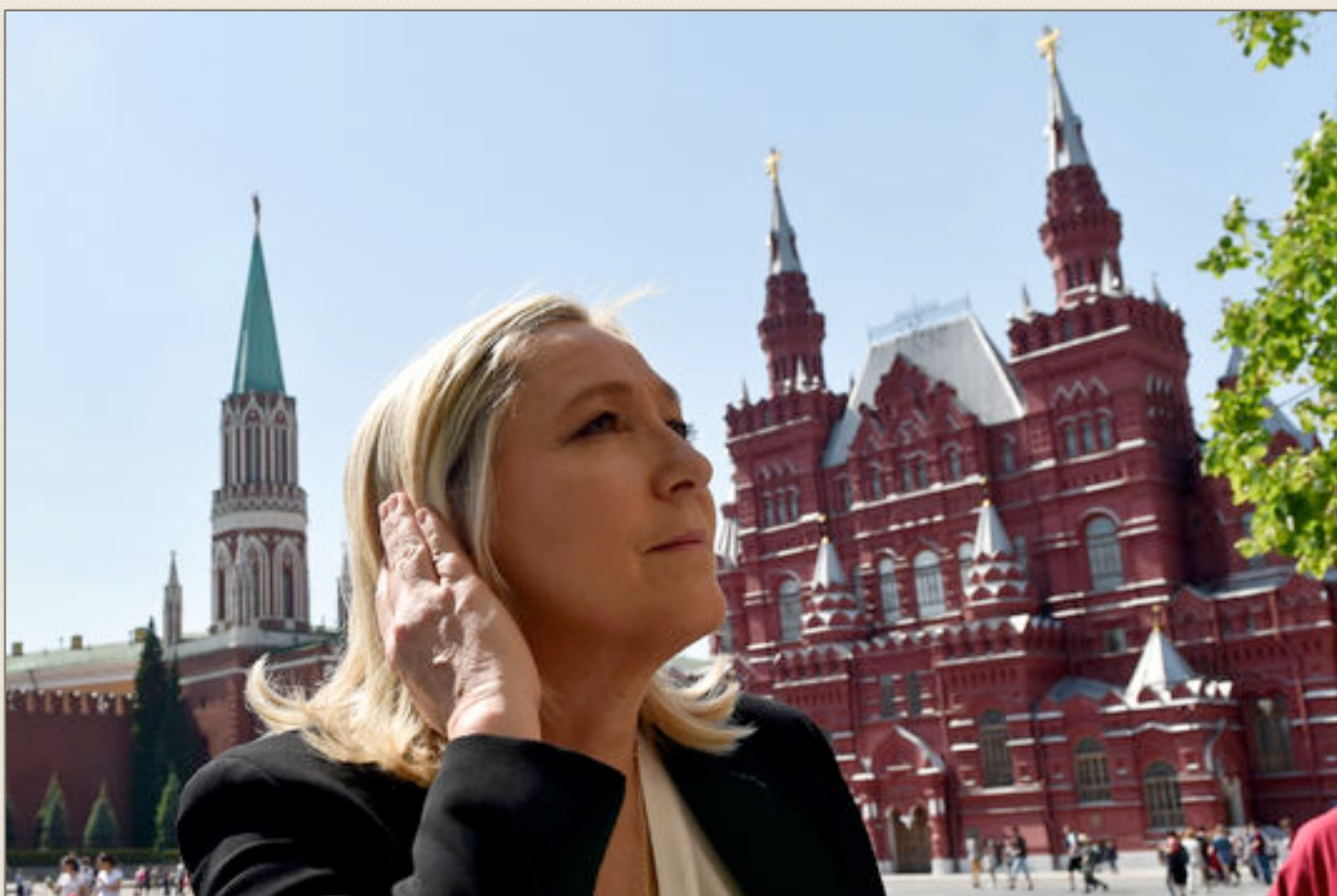


Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) La justice russe saisie sur le prêt bancaire consenti au Front national



Marine Le Pen sur la Place rouge, à Moscou, en mai 2015. KIRILL KUDRYAVTSEV / AFP

LE MONDE - Par Olivier Faye et Benoît Vitkine

L'agence russe d'assurance des dépôts demande le remboursement des 9 millions d'euros empruntés par le FN auprès d'une banque qui a fait faillite.

La nouvelle ne pouvait plus mal tomber, à l'heure où le Front national est lancé dans une quête tous azimuts de financements pour ses campagnes électorales du printemps 2017. L'Agence d'assurance des dépôts bancaires russes (ASV) réclame au parti de Marine Le Pen le remboursement du prêt de 9 millions d'euros accordé en septembre 2014 par la First Czech-Russian Bank.

Après la faillite de l'établissement bancaire, mi-2016, l'ASV a récupéré la gestion de cette créance. Le 26 décembre, cette autorité administrative a indiqué à l'agence de presse russe RNS avoir lancé une procédure judiciaire

pour obtenir le remboursement, sans préciser quand celle-ci avait débuté. Passée inaperçue, cette nouvelle a été reprise début janvier par la presse économique russe.

Contactée par Le Monde, l'ASV n'a pas commenté ces informations. Difficile à dire dans quelle mesure la décision de cette autorité administrative, théoriquement indépendante mais placée sous la tutelle de la Banque de Russie, relève d'un simple automatisme procédurier ou si elle a fait l'objet d'une validation politique.

« Il n'y a aucune raison que le contrat bouge »

Selon un spécialiste du milieu bancaire russe, « il s'agit d'une mesure normale d'assainissement de la banque : l'ASV doit rembourser les déposants et cherche donc à recouvrer les créances ». Mais un autre expert estime de son côté que l'ASV « aurait très bien pu choisir d'enterrer le dossier, si elle avait reçu des consignes politiques en ce sens. Or, elle a choisi de contester les conditions du remboursement de la créance. »

« Il y a des problèmes juridiques là-bas, concède Wallerand de Saint Just, trésorier du Front national, informé par Le Monde du lancement de la procédure judiciaire. Mais tout a été pris en main par l'Etat russe et il n'y a aucune raison que le contrat bouge. » Après publication de notre article, M. de Saint Just nous a contacté pour préciser qu'il voulait parler de la « banque centrale russe », et non de « l'Etat russe ». Selon lui, le Front national est censé rembourser l'entièreté de son prêt d'un seul bloc en septembre 2019 et « paie les intérêts de façon régulière chaque trimestre ».

En novembre 2014, après des révélations du site Mediapart, le Front national avait expliqué s'être tourné vers la Russie pour obtenir des financements, à un taux d'intérêt de 6 %, après les refus « d'un grand nombre de banques françaises et de banques européennes ».

En avril 2015, des conversations piratées de responsables du Kremlin posaient la question d'un arrière-plan politique à ces transactions financières, les intéressés évoquant la façon dont Marine Le Pen devait être « remerciée » pour son soutien à l'annexion de la Crimée, en mars 2014. Le 3 janvier, Mme Le Pen a de nouveau estimé sur BFM-TV que cette annexion n'était « pas illégale ».

La question du remboursement de ce prêt – ainsi qu'un autre de 2 millions d'euros accordé au micro-parti de Jean-Marie Le Pen – a également posé question, notamment après le retrait de sa licence à la First Czech-Russian Bank, le 1er juillet. La FCRB, 126e établissement bancaire russe, avait alors un trou de près de 500 millions d'euros dans ses comptes (4,1 milliards de roubles d'actifs contre 31,8 milliards de passif).

La semaine passée, le Front national a démenti chercher en Russie de nouveaux financements à hauteur de 27 millions d'euros, en réponse à un article du Canard enchaîné. Ce qui n'empêche pas le parti de Marine Le Pen de continuer à chercher un prêt dans le monde entier, y compris en Russie.



Olivier Faye
Journaliste au Monde



Benoît Vitkine
Journaliste au Monde

II) La lettre de Montebourg à Filoche qui dézingue Valls et Hamon

EXCLUSIF Dans une lettre adressée à l'ancien inspecteur du travail, qu'il espère rallier à sa campagne, Arnaud Montebourg s'en prend à Benoît Hamon et Manuel Valls, ses concurrents pour la primaire de la gauche.



Dans une lettre à Gérard Filoche, Montebourg s'en prend à Valls et Hamon AFP



Rémi Clément
Journaliste

Qui ralliera Gérard Filoche à sa campagne? A gauche, la compétition se joue pour l'instant entre les deux candidats de l'aile gauche du PS: Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. L'ancien inspecteur du travail, qui a vu sa candidature à la primaire de la "Belle alliance populaire" invalidée par le Parti socialiste, a adressé une lettre aux deux anciens ministres pour poser ses conditions. Le militant syndicaliste exige notamment la suppression de la loi El Khomri, l'augmentation des salaires et le rassemblement de la gauche en vue de la présidentielle. A l'heure actuelle, seul Arnaud Montebourg a répondu. Dans un courrier que Challenges a pu se procurer, le chantre du Made in France s'engage à abroger la loi travail et à discuter avec ses "alliés communistes et écologistes" pour mettre fin à la dispersion "dangereuse, improductive et suicidaire de la gauche".

L'ancien ministre de l'Economie en profite pour distiller quelques piques bien senties à l'attention

de ses adversaires. Manuel Valls, son principal concurrent à la primaire du PS, est présenté comme le responsable de gauche ne évidemment ceux qui n'ont fracturer", Montebourg, "sanctionner quinquennat aujourd'hui Valls". locataire de aussi à Benoît il dispute le gauche du PS, volonté re venu "proposition "d'acceptation chômage de

Pour l'ancien s'est déjà vu soutien du Edouard Martin Hamon, le Gérard Filoche pour réunir la Pour l'instant, le socialiste réponse. Il le voile sur ses dimanche 8 une conférence avec son

MONTEBOURG

LE PROJET FRANCE

A l'attention de Gérard FILOCHE

Paris, le 3 janvier 2017

Cher Gérard,

J'ai bien pris connaissance de ton courrier du 30 décembre. Tu y formules, avec la force et la sincérité des convictions qui te caractérisent depuis toujours, ta volonté intacte et celle de tes amis de Démocratie & Socialisme de continuer à mener votre combat pour sanctionner le bilan du quinquennat incarné aujourd'hui par Manuel Valls, faire réussir les primaires et faire gagner la gauche socialiste.

« La gauche pour repartir et regagner une confiance de masse ne peut faire autrement que de rompre avec cet échec de 5 ans, qui nous a fait perdre 5 élections, qui a produit 1,3 million de chômeurs de plus, qui a donné 44 milliards de CICE au patronat au lieu d'aider l'emploi direct, une austerité qui a cassé la relance, et brisé 100 ans de droit du travail » écrits en introduction de ce courrier. Je souscris évidemment et pleinement à ce constat lucide qui a été à la base même de mon retour dans le combat politique et de mon propre engagement dans cette primaire.

J'approuve également la vision stratégique selon laquelle « la reconquête de notre électoralat passe forcément par une bataille pour l'unité de la gauche » qui ne peut évidemment être incarnée par ceux qui n'ont eu de cesse de la fracturer.

J'ajoute que des points majeurs du projet que tu souhaitais présenter à nos concitoyens figure dans mon propre projet : l'encadrement des rémunérations des dirigeants d'entreprises, la réforme fiscale, la réforme bancaire, la transition écologique, la marche vers une République nouvelle.

Nous avons, du reste, déjà fait le constat de ces multiples convergences lors de notre précédente rencontre.

Face à l'urgence de la situation politique, face à l'enjeu historique qui n'est autre que celui de la survie même dans le paysage politique français d'une gauche socialiste telle que nous l'avons toujours conçue, j'ai tendance à penser que ces convergences sont suffisamment décisives pour que nous unissions en effet et sans tarder nos forces.

J'apporte néanmoins les précisions que tu as légitimement souhaitées sur certains aspects de mon programme :

sur la hausse des salaires. Je partage l'idée qu'une société du travail doit être organisée autour de la juste rémunération de celui-ci. L'oubli du salariat et plus généralement des couches populaires et moyennes qui travaillent mais peinent à tirer les fruits de leur travail est, depuis trop longtemps, une des négligences majeures de la gauche à l'origine de nombre de ses déconvenues.

ARNAUDMONTEBOURG-2017.FR

rencontre.

Démocratie&Socialisme... ou le 13 janvier, après le premier débat de la primaire.

ARNAUDMONTEBOURG-2017.FR

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Jean-Pierre Darroussin : « La gauche n'a jamais été au pouvoir »

Entretien réalisé par Lionel Decottignies
Humanité Dimanche



DR

Mercredi 8 avril. 9 h 54. Siège de « l'Huma ». Saint-Denis. À l'accueil, Jean-Pierre Darroussin. Veste en tweed et casquette vissée sur la tête.

Un étage plus haut, la rédaction de « l'Humanité Dimanche », il ôte son couvre-chef et glisse : « Je suis ému. » Se convoquent en lui les souvenirs : faubourg Poissonnière, André Carrel, son père communiste... Il observe.

A 10 heures, le comité de rédaction débute. Stéphane Sahuc, rédacteur en chef, se fait maître de cérémonie. Prennent forme les idées pour composer la une. L'homme est visiblement à l'aise.

Il écoute, réfléchit, intervient. En trois heures, il aura fait montre d'une connaissance aiguisée de l'actualité, « le système Google », « l'Équateur », « le droit aux jeunes à faire des conneries », « la peur qui muselle la société ».

Tout y passe. Avec modestie pour partage. Place à l'entretien. Il vient de publier un livre. Un livre, certes réussi, mais un prétexte aussi pour se retrouver chez lui, entre amis et camarades.

HD. Jean-Pierre Darroussin...

Jean-Pierre Darroussin. (Il coupe). Je tenais d'abord à vous remercier. Cette réunion m'est d'une grande expérience. Je retiens la prise de décision collective, le goût de chacun à s'intéresser et faire des recherches. Je rêve d'une société de production cinématographique fonctionnant sur le même modèle. Avoir une autonomie de regard sur le monde et transmettre ses connaissances à d'autres pour les amener vers la liberté sont des passerelles contre l'isolement.

HD. Merci. Cette nécessité de transmettre, de mettre en commun est le fil rouge de votre livre ?

J.-P. D. Raconter ma façon de voir fut ma première motivation. À l'heure où les hommes sont de plus en plus interchangeable, où l'identité de plus en plus virtuelle, j'ai eu envie de fixer ma propre histoire, raconter le terreau qui m'a fait pousser. Le sens de la communauté et de la solidarité m'a été transmis par mes parents et grands-parents, tour à tour paysans et ouvriers. Donc, des travailleurs. Ils ont vécu une époque où l'individualisme et la concurrence n'étaient pas « fondamentaux » dans l'organisation de la société. L'esprit de concurrence n'existait que chez les grands patrons prompts à élaborer des guerres. Paraît que cet esprit allait sauver le monde... L'émulation allait rendre l'homme plus fort, plus conquérant et meilleur. Dans ma famille, de par son milieu, tout ce qui relevait du domaine du nouveau, de l'étranger, était le bienvenu. Il y régnait une forme d'enrichissement dans la

HD. En établissant une photographie du début du XXe siècle jusqu'aux années 1980 et par vos propos, ne craignez-vous pas qu'il vous soit reproché une forme d'idéal nostalgique à l'instar de l'immeuble de libre circulation de vos grands-parents ?

J.-P. D. Quand les portes sont ouvertes et que les gens vivent ensemble, il n'y a pas de place pour la nostalgie. Mes grands-parents, arrivés de la campagne, se sont établis à Paris. Dans une ferme, on circule. Ces gens-là reproduisaient cette vie à l'intérieur d'un immeuble parisien. Il existait une clé pour toutes les serrures. Jusqu'aux années 1960, ce système a perduré. Je l'ai moi-même connu. Peu à peu, les nouveaux arrivants ont changé les serrures.

HD. L'un des thèmes est l'exil. Les pauvres seraient contraints de partir sous peine d'être condamnés à l'échec. Faut-il y voir une incitation à partir pour réussir ?

J.-P. D. Il faut dire que l'exil est souvent lié à des contraintes économiques. Mais l'exil fait de vous un immigré à vie. En exil, on est un déraciné. Ô combien le migrant rentrerait chez lui, il le demeurerait. De retour chez lui, le monde a changé et si ce n'est pas le cas, ce monde lui rappelle les motifs de son départ. Il s'agit au moins de l'expérience de mes grands-parents. Mais il me semble que ce mouvement perdure. Il est concentrique. Tout amène vers le centre et crée des villes énormes. Ces villes importantes le sont au détriment de l'identité de l'individu et de sa mémoire.

HD. Feriez-vous une critique de l'urbanisme ?

J.-P. D. L'individu cherche souvent l'anonymat dans les grandes villes. Cet anonymat passe pour une garantie de liberté. La ville peut être grisante quand on est jeune. Mais, reste que plus personne ne sait qui a construit la maison qui vous abrite, l'arbre qui a fait les charpentes, l'homme qui a posé les fenêtres. Il existait une généalogie dans toute chose. Dès lors on se sentait moins comme une quantité négligeable.

HD. À ce titre, vous écrivez qu'il est nécessaire que « l'on se rappelle hier pour espérer demain »

J.-P. D. Je voudrais être ministre de l'Éducation nationale. Je veux supprimer l'étude des mathématiques comme base d'évaluation « objective » des élèves. Cette matière est devenue principale.

Or, elle ne l'est pas moins que le français, l'histoire ou le latin. Elle classe les bons et soi-disant mauvais élèves. Derrière l'instrumentalisation de cette matière, il y a les chiffres, la concurrence, la rentabilité.

Elle permet l'évaluation, donc la hiérarchisation. En d'autres termes, maintenir l'ordre et un ordre. Peut-être est-ce peu important pour certains de savoir qu'Henri II a été transpercé à Paris, rue Saint-Antoine.

Pour moi, cela montre qu'il y a du lien et une généalogie. Que rien n'est innocent. Connaître l'histoire permet de comprendre où est sa place dans la communauté et savoir pourquoi nous sommes là.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'être de la chair à canon en temps de guerre et de la chair à consommation en temps de paix.

HD. Abordons ce thème de l'identité. Pour la doxa médiatique, l'identité est signe de rejet et

de repli. Quelle définition en avez-vous ?

J.-P. D. L'identité n'est qu'un pas vers l'autre. L'identité est toujours en mouvement. Elle ne peut donc être repli sur soi. Mieux nous avons conscience et connaissance de qui nous sommes, mieux nous sommes éveillés vers l'extérieur et l'autre. Quand le parcours est obscur, plus grande est la tentation de se réfugier dans les religions, qui apportent une explication simpliste, à savoir que nous sommes des créatures de Dieu. Pour ma part, j'ai besoin d'être alerté par ce qui surprend. Me contenter de ce que j'ai et ce que je sais est anxieux.

HD. Votre livre se place sous le sceau de la figure paternelle. Il s'agit d'une figure tutélaire qui rejaillit y compris sur vos rapports aux autres hommes.

J.-P. D. Nos pères ont montré leur monde, leur travail. Inconsciemment peut-être savaient-ils que leur univers allait disparaître et qu'il fallait en rendre compte. Chez moi, c'est passé par l'imitation et la restitution en devenant acteur. Il me fallait m'incarner dans différents métiers ou couches sociales. À leur époque finissante, ces gens qui ont atteint un degré tel de conscience et de maîtrise de leur travail et de leur environnement ont engendré des artistes. Je retrouve chez Robert (Guédiguian NDLR) ce parcours. Lui et moi sommes frères. Nous avons le même goût pour raconter des histoires et faire fonctionner notre petit artisanat. Nous avons le souci de connaître les causes pour ne plus qu'elles reproduisent les mêmes effets.

HD. Est-il vrai que votre père aurait prédit la société de spectacle et de divertissement ?

J.-P. D. Tout à fait. J'ai travaillé avec lui jusqu'en 1974. Dès la fin des années 1960, il savait que son monde allait être remplacé par des machines. Il faudra dès lors occuper les hommes, disait-il, avec de nombreuses chaînes de radio et de télévision, de nombreux spectacles et cinémas. Ma génération devait pourvoir à cela. Dès mes premières velléités de théâtre, il m'a encouragé.

HD. Peut-on établir une passerelle entre l'artisanat de votre père et votre métier d'artiste

J.-P. D. Le point commun est l'amour et l'admiration du travail. Le travail ne se galvaude pas. Il ne se néglige pas. J'ai la chance de faire un métier où l'on apprend toujours. Chaque rôle est une énigme nouvelle à résoudre. Un artiste doit rendre compte d'une réalité et d'une époque. Il faut ainsi être assimilable et décodable par le peuple et non par une élite. Nous sommes des intermédiaires.

HD. En 1997, dans « Marius et Jeannette » ; vous campiez le rôle de Dédé, ouvrier électeur FN. Comment expliquez-vous la percée du FN
J.-P. D. Le FN progresse depuis 1983. Tout est dit. C est le résultat d un abandon et d une gauche qui n est plus la gauche. Il devient difficile pour les travailleurs de se situer. Le FN a beau jeu de faire l amalgame PS-UMP, de se faire passer pour les pourfendeurs de l union sacrée du grand capital. La gauche n a jamais été au pouvoir. Jamais depuis depuis le Front populaire (sourire). Jamais il n y a eu de politique de gauche. Et chaque fois que le PCF ou les Verts se sont alliés à cette soi-disant gauche, la désillusion pour le peuple a été plus grande encore.

l'Humanité.fr

IV) Primaire à gauche : le PS vise moins de deux millions de votants

Thomas Vampouille

Discrètement, le patron du Parti socialiste revoit ses ambitions à la baisse au fur et à mesure que le premier tour de la primaire à gauche approche. Ce jeudi, Jean-Christophe Cambadélis est passé sous la barre des deux millions d'électeurs espérés.



- CHAMUSSY/SIPA

Le PS la joue petits bras. A moins de trois semaines du premier tour de la primaire à gauche, le premier secrétaire du parti **Jean-Christophe Cambadélis a tablé ce jeudi 5 janvier sur Europe 1 sur une participation "entre 1,5 et 2 millions, ce qui serait pas mal et intéressant"**.

Loin, donc, des 4,3 millions du premier tour de la primaire à droite, en novembre dernier, et du record de 4,4 millions au second tour. **Mais loin aussi des scores de la primaire à gauche du PS en 2011**, qui avait désigné François Hollande plus avec de 2,6 millions d'électeurs au premier tour et plus de 2,8 au second.

Moins de bureaux de vote qu'en 2011

Mais cette année, la "belle alliance populaire" de Jean-Christophe Cambadélis a revu ses ambitions à la baisse. Lui qui, en novembre déjà, ne tablait déjà que sur moitié moins d'électeurs par rapport à la primaire de la droite (2 millions), imagine donc aujourd'hui un chiffre encore inférieur, **tout en évoquant - méthode Coué oblige - "des niveaux de participation extraordinaires"**.

"En tous les cas, **ce serait supérieur à ceux qui ont désigné monsieur Macron ou monsieur Mélenchon**, se rassure le patron du PS. Cela veut dire que la gauche se sera prononcée massivement pour le candidat ou la candidate qui l'aura emporté". Mais "massivement", toutefois, que pour François Hollande en 2011.

Entre-temps, il faut dire que le Parti socialiste a déjà revu ses moyens à la baisse : **il n'y aura pas les 8.000 bureaux de vote initialement promis mais environ 7.600**, a confirmé Jean-Christophe Cambadélis sur **Europe 1**. En 2011, il y en avait eu plus de 9.000.



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Les cinq raisons qui expliquent la progression de Benoît Hamon

Benoît Hamon fait un bond de 11 points dans le dernier sondage publié jeudi et talonne Arnaud Montebourg. L'ancien ministre de l'Éducation compte bien progresser encore, se rêvant en outsider qui finit premier, comme François Fillon avant lui. Comment a-t-il opéré sa remontée? Éléments de réponse.



Benoît Hamon a progressé de 11 points dans les sondages. (Reuters)

Le 8 décembre dernier, Benoît Hamon remplace, au pied levé, Manuel Valls et François Hollande, qui ont tous deux décliné l'invitation de France 2 pour participer à L'Émission politique. L'ancien ministre de l'Éducation nationale est prévenu seulement 72 heures avant. Il s'enferme, bâche, prépare des notes. Le résultat, en terme d'audience, est décevant – 1,7 million de personnes seulement derrière leurs écrans ce soir-là – mais sur les réseaux sociaux, la prestation est loin de passer inaperçue. Cité par **Les Inrocks**, un journaliste de l'émission confirme : "Nous n'avons jamais eu autant de messages positifs sur les réseaux sociaux." Plus précisément, la dernière performance en la matière revient à un certain... François Fillon. Il n'en fallait pas plus à de nombreux observateurs pour prédire à Benoît Hamon un destin à la Fillon. L'histoire de l'éternel outsider qui termine premier.

Pour l'heure, Benoît Hamon occupe la troisième place dans les sondages, derrière Manuel Valls et Arnaud Montebourg. Mais l'ancien ministre a opéré une belle remontée : **+11 points dans la dernière enquête**, avec 22% des intentions de vote. Mieux, il talonne son "vrai" rival, celui qui, comme lui, a ancré sa campagne à gauche : Arnaud Montebourg (25%). Un niveau dans les intentions de vote qui s'explique par différents

facteurs.

Son programme vraiment à gauche

Benoît Hamon a ancré son programme à gauche. Au début de sa campagne, ses proches expliquaient ainsi qu'il cherchait une place entre Yannick Jadot, candidat d'Europe Ecologie-Les Verts, et Jean-Luc Mélenchon. Dans son programme, on trouve des marqueurs idéologiques forts, parmi lesquels sa mesure emblématique : l'instauration d'un revenu universel.

Le candidat à la primaire de la gauche propose également de réduire le temps de travail, d'abroger la loi Travail, de mettre en place un 49-3 citoyen pour permettre à 1% du corps électoral d'imposer au Parlement d'examiner une proposition de loi, ou de suspendre l'application d'une loi, de reconnaître le vote blanc, d'accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales, de refondre l'impôt sur le revenu ou encore de recruter 40.000 enseignants. Dans son équipe, on dit qu'il est le seul candidat à penser le travail de demain. Une réflexion qui peut séduire un électorat jeune, actif et urbain dont ses partisans parient qu'il constituera le cœur de la participation de la primaire de la gauche, relève Le Monde.

En attendant, ces idées lui valent notamment le soutien d'Edouard Martin, l'ancien syndicaliste de Florange devenu député européen. Et un proche Manuel Valls reconnaît : "Hamon, même si ce n'est pas ma tasse de thé, c'est le plus solide idéologiquement. »

Sa campagne sur le terrain, commencée tôt

Comme François Fillon, Benoît Hamon est parti tôt en campagne. Son objectif était clair : renforcer sa notoriété, qu'il savait relativement faible, et gommer son image d'apparatchik du Parti socialiste, qu'il doit à son parcours. Résultat, il est le premier à s'être lancé dans la course à la primaire, dès le mois d'août, ce qui lui a permis d'imposer sa présence dans le débat et de renforcer sa notoriété en multipliant les déplacements sur le terrain.

Progressivement, le camp Hamon a vu ses rangs grossir. Son meeting, organisé mi-décembre au gymnase Japy dans le 11^e arrondissement de Paris, avait ainsi rassemblé plus de 2.000 personnes, soit plus que les prévisions des organisateurs, qui ont même rajouté des chaises à la va-vite. Le fait qu'il soit parti tôt démontre

aussi une certaine détermination, quand Manuel Valls et Vincent Peillon ont par exemple attendu que François Hollande renonce à se présenter. Arnaud Montebourg est lui aussi parti tôt en campagne, mais s'étant rapidement mis dans la peau du challenger de François Hollande, il a vu sa stratégie quelque peu bousculée par la décision du chef de l'État.

Sa personnalité, moins clivante que celles de Valls et Montebourg

S'il a été lui aussi ministre de François Hollande - d'abord délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la consommation puis ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche -, il est moins lié au bilan du président de la République que ses principaux rivaux. Manuel Valls a en effet été ministre de l'Intérieur, et surtout Premier ministre. Quant à Arnaud Montebourg, il a été en charge de l'économie du pays.

Comme Montebourg toutefois, il doit gérer son image de frondeur, qui pourrait poser la question de la fidélité. Si août 2014 - et sa participation à **Fête de la Rose de Frangy** en réponse à une invitation de son collègue - marque son départ du gouvernement, il a toutefois relativement su **contraindre sa parole** alors qu'il était ministre.

De manière générale, Benoît Hamon est jugé moins autoritaire et clivant que Manuel Valls dans sa propre famille politique. Et moins sûr de lui qu'Arnaud Montebourg, que certains au Parti socialiste surnomment "de Montebourg". "J'ai plus de respect pour Hamon, il est plus camarade", commente ainsi un membre de l'exécutif, qui soutient Manuel Valls.

Son engagement en faveur de l'écologie

"Je le dis et je le répète pour que tout le monde comprenne bien: je ne serai plus socialiste sans être écologiste." Dans un entretien accordé à **Reporterre** cette semaine, Benoît Hamon souligne ses convictions écolo. "J'ai été plus récemment convaincu que la question sociale était indissociable de la question écologique", insiste-t-il encore.

Dans son programme, il propose la sortie du diesel et 50% d'énergies renouvelables d'ici à 2025, la création d'agences régionales de développement des nouveaux modes de production et de consommation et l'ouverture de négociations européennes pour que 400 millions d'euros de la Politique agricole commune soient

consacrés à l'agroécologie.

Des idées qui séduisent le Vert Yannick Jadot. Depuis quelques semaines, les deux hommes soulignent d'ailleurs leurs points communs. Mardi, Benoît Hamon a ainsi dit n'avoir "jamais été aussi proche (...) sur le fond" du candidat écolo. Et l'intéressé a lui-même jugé que Hamon était le "plus écolo-compatible" des candidats à la primaire de la gauche, l'invitant à le rejoindre s'il n'était pas élu fin janvier.

Ce rapprochement ne doit rien au hasard : l'ancien ministre de l'Éducation compte sur le renfort des sympathisants écologistes pour l'emporter à la primaire. "Le plus écolo, c'est Hamon. Et j'inclus de Rugy [également candidat à la primaire de la gauche, Ndlr]!", ironisait d'ailleurs il y a peu un cadre d'Europe Écologie-Les Verts.

Son réseau

Le Mouvement des Jeunes socialistes - qu'il dirige entre 1993 et 1995 -, l'Unef - il aide les proches de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon à gagner le syndicat étudiant -, SOS Racisme, le Parti socialiste, le cabinet de Martine Aubry, ministre de l'Emploi sous Jospin... tout dans son parcours en fait un homme d'appareil. Un défaut, a-t-il longtemps pensé, à l'heure où tous les candidats à la présidentielle semblent vouloir en finir avec le "système" et où un Macron, hors sol politique, séduit. "Beaucoup de gens ne me connaissent pas, et pour d'autres, j'ai une image pas très bonne d'apparatchik du PS", confiait-il encore il y a quelques semaines, rapporte **Le Monde**. Mais ce réseau, construit pendant de longues années, peut aujourd'hui lui être utile pour rassembler derrière sa candidature.

Marianne Enault (avec Anne-Charlotte Dusseaux) - leJDD.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Jean-Luc Mélenchon, le youtubeur au bouton d'argent

VIDÉO. Sur les réseaux sociaux, le candidat de La France insoumise cartonne. Et sa chaîne YouTube compte plus d'abonnés qu'Hillary Clinton ou Donald Trump.

Par Émilie Lanez

<http://dai.ly/x57hiwl>

Le paquet est arrivé par la poste. Un cadre en métal argenté dans lequel est affiché un diplôme décerné par YouTube : « To JeanLuc Mélenchon, congratulations for surpassing the 100 000 followers. » L'équipe des « insoumis », comme se nomment entre eux les partisans du candidat à l'élection présidentielle ont bien ri, car ce diplôme aussi aimable soit-il ne parvient pas à suivre l'ascension de leur patron, le plus geek des politiques français. Jean-Luc Mélenchon, 66 ans, aurait en effet mérité un bouton d'or puisqu'il comptabilise désormais plus de 150 000 abonnés et peut se flatter d'une progression exponentielle depuis l'automne. Quelque 18 600 abonnés affluent en octobre, 39 660 les rejoignent en novembre et 63 600 s'inscrivent en décembre... Le candidat de La France insoumise est de tous les postulants déclarés à la présidentielle de loin le plus actif et le plus suivi sur les réseaux sociaux. Sur YouTube, l'ex-sénateur socialiste compte même plus d'abonnés qu'Hillary Clinton (plus de 130 000) et que Donald Trump (près de 105 000). Parmi les politiques français, il ne connaît d'ailleurs aucun compétiteur. Dans ce classement YouTube, Mélenchon n'est faiblement suivi que par Nicolas Sarkozy, qui, avec ses 7 400 abonnés, soit 20 fois moins, ne risque point de lui ravir « le bouton d'argent ».

« Plus j'ai d'abonnés, moins j'ai besoin de journaux qui tortillent mes propos ou les inventent »

Jean-Luc Mélenchon déteste la presse et n'en fait pas mystère. Invité en février 2015 à la « Tuerka », la chaîne de télévision lancée par Podemos pour promouvoir son héros Iglesias, le candidat alors du Front de gauche est séduit. Disposer d'un

média fabriqué par ses partisans, qui soit quasiment gratuit (deux caméras et cinq bénévoles militants), lui permet de diffuser son message sans se soumettre aux questions, contradictions et critiques des journalistes : une aubaine. Aubaine qui n'est en soi pas nouvelle. En 1954, Pierre Mendès France s'adressait « chaque semaine en toute simplicité aux Français » à la radio. Plus récemment, et idéologiquement plus proche, on se souvient qu'Hugo Chavez, ancien président du Venezuela, se mettait en scène tous les dimanches dans son émission Alo Presidente diffusée sur une chaîne de télévision nationale. Un an après l'invitation espagnole, Jean-Luc Mélenchon inaugure, le 5 février 2016, sa chaîne YouTube, appelée « Pas vu à la Télé », afin annonce-t-il « de m'exprimer à mon aise, sans courir le risque de voir mes propos tronqués et trafiqués. Plus j'ai d'abonnés, moins j'ai besoin de journaux qui tortillent mes propos ou les inventent. »

Dans un décor sommaire, le plus souvent dans la salle du bar Le Complot, prêté par ses propriétaires, le député européen invite une personnalité, qu'il tutoie le plus souvent. Il en profite pour donner à croire qu'il serait ainsi le seul, tant « les grands médias » ignoreraient les paroles de celle-ci. Assis en face à face, et sans maquillage ou micro cravate, « des personnages que vous ne voyez pas à la télé », « des gens dans la difficulté de faire l'histoire », « des gens que vous n'avez jamais vus sur les grandes chaînes de télé françaises », comme il le répète à l'envi. Le propos est exagéré. Si aucun « grand média » n'a accordé une heure d'antenne à Zoé Konstantopoulou, ancienne présidente du Parlement grec, elle y fut néanmoins présente. Idem pour le conseiller régional d'Île-de-France Jean-Luc Romero, dont Mélenchon affirme qu'il aurait « subitement disparu des écrans ».

« En comprenant, nous deviendrons meilleurs »

Au-delà de cet habillage un brin complotiste, il est manifeste que Mélenchon ose un produit audiovisuel inédit d'anachronisme. Pendant plus de cinquante minutes, il laisse la parole à ses participants sur des sujets peu suspects d'être racoleurs tels que la grande pauvreté, le délit au faciès, l'euthanasie, la crise grecque ou la fin de vie. Un temps long, défiant les diktats contemporains du zapping. Jean-Luc Mélenchon conclut ensuite son émission par un « coup de cœur », une « habitude un peu ridicule » concède-t-il, dont le choix pêche de temps à autre par

narcissisme, comme lorsqu'il présente une bande dessinée sur Lip, dont il a rédigé la préface et dont il signale qu'il y est dessiné « dans une bulle page 135 ». Décontracté, toujours cultivé et intelligent, Jean-Luc Mélenchon anime avec talent son show, assénant de temps à autre quelques professions de foi édifiantes telles que : « En comprenant, nous deviendrons meilleurs » ; « Quand on pense, on devient meilleur », ou plus grave : « Si vous êtes un mouton, alors vous serez tondu. Si vous êtes un mouton noir, et que vous courez vite, vous avez une chance de vous en sortir. Apprenez à être des héros, ça renouvelle l'humanité. »

Le candidat de la France insoumise ne se contente pas d'exploser les audiences politiques de YouTube, il ouvre ses meetings au streaming, dopant ainsi leur affluence virtuelle. Lorsque le 29 novembre dernier, le militant de gauche prend la parole dans une salle louée à Bordeaux, il a face à lui 1 400 personnes. Grâce à un encodeur, son intervention est diffusée en direct sur YouTube et Facebook où, ce soir-là, elle séduit 17 000 spectateurs. Dans les jours suivants, pas moins de 500 000 internautes la visionnent. Un stratagème inédit en France, qui permet au leader de La France insoumise de séduire en temps réel au-delà des militants locaux.

<http://dai.ly/x54g4am>

Le Point

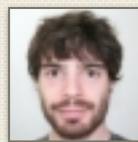


Voeux de Jean-Luc Mélenchon

<https://youtu.be/u8Lta7F4SgY>

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Jean-Luc Mélenchon dans les starting-blocks pour sa rentrée



Par Guillaume Jacquo

Il peut aborder sa rentrée politique et ses prochaines réunions publiques avec le sourire. Le candidat de la France insoumise, qui présentera ses vœux ce soir à Paris, a annoncé dans le Monde paru ce jeudi qu'il n'était plus très loin de réunir les 500 signatures requises pour l'élection présidentielle.

Jean-Luc Mélenchon affirme disposer à ce jour de 483 promesses de parrainage. Tout comme de l'accord d'une banque pour un prêt.

Un autre chiffre est venu confirmer l'intérêt de la stratégie numérique installée par son équipe de campagne. Mercredi, la chaîne Youtube du candidat, a dépassé le seuil des 150 000 abonnés.

Un chiffre sans équivalent chez les responsables politiques français, qui symbolise un certain engouement pour ses vidéos qui veulent s'adresser à un public plus jeune. Il y a trois mois, le même public sur ce canal numérique était cinq fois moins nombreux.

Macron ou Mélenchon, « le vrai choix des électeurs du PS »

Depuis 2012, le député européen n'a jamais été avare en critiques sur le bilan du quinquennat de François Hollande. Désormais, c'est l'intérêt de la présence du Parti socialiste à l'élection présidentielle qu'il remet en question. « Sans projet et sans avantage électoral, à quoi bon un candidat du PS ? », demande-t-il, lors de son entretien au Monde.

Celui qui avait réuni près de quatre millions de suffrages au soir du 22 avril 2012 (11,10% des suffrages exprimés), considère désormais que « le vrai choix des électeurs du PS » sera « en réalité » de trancher entre Emmanuel Macron et lui-même.

Le futur vainqueur de la primaire de la Belle alliance populaire n'est même plus dans l'équation.

Pendant que le Parti socialiste reste suspendu à l'issue de sa primaire le 27 janvier, et que le projet d'Emmanuel Macron se fait attendre, Jean-Luc Mélenchon espère tirer les fruits d'une longue campagne démarrée en février 2016 et sur un projet présidentiel, qui s'est retrouvé au pied de beaucoup de sapins de Noël. Tour d'horizon de ses mesures emblématiques.

Un programme encore évolutif

Si le programme définitif n'est pas encore arrêté, son éventail de mesures continue de se diffuser sur les réseaux sociaux et en librairie. L'humain d'abord, le projet présidentiel de 2012 http://www.jean-luc-melenchon.fr/brochures/humain_dabord.pdf, a servi d'ossature et de base au programme. Les grands axes de la précédente campagne s'y retrouvent.

Des contributions collectives, venues des soutiens du mouvement de la France insoumise, ont également nourri jusqu'à l'été 2016 les pages du livre-programme de 2017, dont le titre illustre la méthode d'élaboration : L'Avenir en commun. Au cours des prochaines semaines, le candidat et son équipe vont dévoiler une série de livrets afin d'affiner et de préciser les 360 mesures publiées dans le livre, notamment les conditions de leur mise en œuvre. Ou encore la question de leur financement.

Une VIe République

Comme en 2012, Jean-Luc Mélenchon appelle à une refondation des institutions. Ce qu'il appelle la « révolution citoyenne » doit répondre à « l'urgence démocratique ». Le programme prévoit la convocation d'une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, qui mettra sur pied un régime parlementaire, avec une chambre unique élue à la proportionnelle. Autre mesure, qui figure parmi les dix plus emblématiques du projet : celle créant le droit de révoquer un élu en cours de mandat, sur demande des citoyens. Sur la question du vote, le droit de vote à 16 ans, le vote obligatoire et la reconnaissance des votes blancs sont proposés.

Une « planification écologique »

L'écologie s'affirme, elle aussi, comme l'un des piliers du projet de la France insoumise, à travers l'énergie, les transports, la construction, l'alimentation. Jean-Luc Mélenchon a annoncé qu'elle serait « le point de départ et le point d'arrivée de sa campagne ». La planification

écologique sert d'arme contre le changement climatique et d'outil pour relancer l'économie. Le projet marche clairement sur les plates-bandes d'Europe Écologie-Les Verts, et de son candidat Yannick Jadot. Jean-Luc Mélenchon revendique, lui, une démarche écosocialiste. Son programme vise une sortie du nucléaire, avec une fermeture « immédiate » de Fessenheim, et un abandon du site de stockage de Bure et du chantier de l'EPR, et un objectif de 100% d'énergies renouvelables en 2050.

L'offensive sur le terrain social : retraite à 60 ans, 35 heures...

Ce sont les autres fondamentaux du candidat. Jean-Luc Mélenchon a rappelé ce jeudi dans Le Monde qu'il souhaitait « introduire dans la campagne un projet de progrès social et pas simplement une résistance ». Son programme résume une série de mesures par la formule « travailler moins pour travailler tous ». Le candidat propose notamment « d'appliquer réellement et immédiatement les 35 heures » et de favoriser « le passage à la semaine de quatre jours pour aller vers les 32 heures ». Une sixième semaine de congés payés figure elle aussi dans le catalogue de mesures.

Comme en 2012, le programme prévoit une hausse immédiate du Smic, pour le porter à 1326 euros net (hausse de 16%). Mais contrairement à la précédente campagne, il n'est pas fait mention d'un smic à 1700 euros net en fin de mandat. À l'opposé, les hauts salaires seront limités, en respectant un écart de 1 à 20 dans une entreprise.

Une revalorisation des salaires des fonctionnaires et la restauration du droit à la retraite à 60 ans à taux plein figurent également dans les pages du programme. Quant au contrat de travail, le programme de Jean-Luc Mélenchon prévoit de fixer un quota de contrats précaires dans les entreprises (10% dans les PME, 5% dans les grandes entreprises).

Le volet emploi comprend aussi un symbole : l'abrogation de la loi El-Khomri, et le retour à la hiérarchie des normes sociales. Un moyen de capitaliser sur des mois d'opposition d'une partie de la France sur la loi Travail.

La « révolution » sera également fiscale, promet le cofondateur du Parti de gauche, avec « une lutte sans merci contre les déserteurs fiscaux » et la refondation de l'impôt sur le revenu et la CSG en un grand impôt citoyen sur les revenus, avec

un barème à 14 tranches (contre cinq actuellement). Sur le volet de la protection sociale, une « sécurité sociale intégrale » pour les travailleurs, avec un remboursement à 100% des soins.

La refondation de l'Europe

Autre point majeur du programme : la sortie des traités européens actuels. Pour Jean-Luc Mélenchon, il s'agit « de prendre les mesures immédiates et unilatérales de sauvegarde des intérêts de la nation et d'application de notre projet ». En d'autres termes, il s'agirait pour la France de « s'exonérer » du pacte de stabilité et des règles encadrant les marges budgétaires des États (TSCG), de la directive sur les travailleurs détachés, ou encore de « refuser les régressions du droit européen sur les questions sociales ou écologiques » ainsi que les traités internationaux de libre-échange (Tafta avec les États-Unis et Ceta avec le Canada).

Le projet propose deux scénarios pour la suite du projet européen. Le premier : une « refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens » par la voie de la négociation. Si celle-ci échoue, la France sortirait progressivement du marché unique et de la zone monétaire unique de l'euro.


Sur les questions de société

Défendant « le Progrès humain d'abord », Jean-Luc Mélenchon promet d'investir des moyens supplémentaires dans l'éducation, avec le recrutement de 60.000 nouveaux enseignants sur l'ensemble du quinquennat. Une mesure prévoit de rendre obligatoire la scolarité de 3 à 18 ans.

Le projet ambitionne d'atteindre l'égalité hommes-femmes dans les institutions et l'entreprise, en « réprimant les inégalités ». Au défi du vieillissement de la population, Jean-Luc Mélenchon répond par une « prise en charge solidaire de la dépendance ».

Une politique internationale d'indépendance

Sur le plan diplomatique, le programme prévoit une sortie de la France de l'Otan, du FMI et de la Banque mondiale.



A Suivre...
La Presse en Revue